



INSECURITE (II)

APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE

Apprendre à penser complexe

On a admis la légitimité de la prise en compte de la plainte sociale à propos de l'insécurité. Le sujet néanmoins est fort complexe : il faut accepter qu'on n'est pas dans une relation linéaire du type « une cause = un effet ». En accompagnement des discussions traitées à la Semaine Sociale Wallonie – Bruxelles 2008¹, une analyse qui vise à poser les jalons d'une approche multidimensionnelle.



LES INCIVILITÉS PÈSENT LOURD

Les données relatives à la criminalité informent plus sur l'activité des services de police que sur la criminalité elle-même. Il y a de fortes déperditions, simplement parce que nombre de victimes ne portent tout simplement pas plainte. Soit parce qu'en définitive les faits ne sont pas jugés d'une gravité telle qu'ils méritent qu'on aille perdre inutilement une heure au commissariat. Soit parce qu'on est dans des zones occupées par des groupes organisés aussi à opérer des représailles à l'égard des « dénonciateurs ».

Les victimes qui n'ont pas porté plainte savent bien qu'elles ne l'ont pas fait. Cela ne peut qu'alimenter une sorte de soupçon collectif sur l'information que répercute la police. D'autant que ce qui intéresse, c'est autant l'information sur les résultats que sur les

faits primaires (on ne veut pas seulement savoir combien de personnes ont porté plainte pour vol, mais aussi combien de vols ont été résolus).

Il est cependant probable que cette affaire statistique pèse d'un moins grand poids dans la mécanique du sentiment et de l'insécurité réelle que le développement des incivilités et du vandalisme. On désigne par incivilité une série de comportements désagréablement agressifs : les insultes, l'absence de toute politesse, le je m'en foutisme relativement à l'espace public, les chahuts irrespectueux, le fait de ne plus libérer sa place dans le tram pour une femme enceinte ou une personne âgée,... Le vandalisme accompagne souvent les incivilités : on salit l'espace public, renverse les poubelles, arrache les boîtes aux lettres, tagge les murs,... Pris isolément, aucun de ces faits n'est grave ; bien peu de choses méritent poursuites. Certaines de ces pratiques ne sont pas récentes : qu'on se rappelle les aventures de Quick et Flupke décrites par

Hergé ! Mais la peut-être plus grande accumulation est lourde à vivre, surtout dans les quartiers abandonnés, sales, remplis de chancres, aux façades délabrées et aux trottoirs défoncés. La dérégulation de certains rituels joue sans doute aussi son rôle : dans les années 60, on bastonnait aux bals du samedi soir, cela participait d'un rituel d'avant-mariage pour des jeunes de milieux populaires, et c'était globalement accepté ; la vie étudiante s'accompagne elle-aussi de chahuts et de petites incivilités, mais, globalement, on en sourit plutôt. La dérégulation rend les incivilités beaucoup plus diffuses (c'est presque partout, tout le temps). Parce que les faits concernés sont mineurs, ils ne sont pas poursuivis, il se crée une impression d'impunité : il y a là un terreau fécond pour la peur. Après tout, si on peut être victime des insultes d'un gamin un jour, pourquoi pas d'une agression à main armée plus tard du même gamin, lorsqu'il aura grandi ? Le pire est que, souvent, répondre ou se défendre dégrade encore le climat : rapidement, il se crée un attroupement, menaçant ; il ne se passe pas forcément quelque chose de très grave, mais le climat passe à l'orage.

Dire qu'il ne s'agit que d'incidents mineurs n'épuise pas le sujet : c'est à partir d'incidents mineurs que peuvent s'enclencher des cercles vicieux. Le conducteur de bus, excédé par l'impolitesse et la grossièreté des gamins et adolescents qu'il doit subir quotidiennement, va, assez naturellement, être amené à porter un regard et tenir des propos négatifs à l'égard de cette catégorie de clients. Ces derniers le sentiront (ou l'entendront) bien : cela les renforcera dans leur propre sentiment d'être victime de stigmatisations systématiques.

Tirer les conséquences d'un tel constat oblige à admettre : une politique de sécurité ne doit pas cibler que le banditisme et la délinquance, elle doit agir également sur l'incivilité.

Lutter contre l'incivilité : plus facile à écrire qu'à traduire en politiques concrètes. Il semble cependant qu'une clé réside dans la politique urbaine : un quartier dont tous les signes témoignent qu'il est abandonné génère inévitablement un plus grand laisser-aller « *Il est autorisé de salir puisque de toute façon les pouvoirs publics ne font rien.* » Les autorités publiques doivent donner des signaux, dans le cadre des « politiques de la ville ».

B

LA DÉLINQUANCE PROPREMENT DITE

La délinquance proprement dite mérite moins de commentaires : elle doit être combattue rigoureusement par des polices efficaces.

La politique de répression de la délinquance ne doit cependant pas être victime de l'illusion d'optique : ce n'est pas forcément dans les quartiers les plus agités que se commettent les faits délictueux les plus graves. Certaines catégories de délits nécessitent calme et discrétion : c'est le cas de nombre d'activités d'économie souterraine, y compris le trafic de drogue. Paradoxalement, certaines zones peuvent être « sécurisées » par les truands eux-mêmes : la violence n'y sera jamais « gratuite », mais toujours « fonctionnelle », par exemple par l'intimidation de ceux qui n'ont pas « compris » les règles spécifiques à la zone, ou à l'occasion de la dispute entre rivaux pour le contrôle d'un territoire.

C

L'ATTAQUE CONTRE LES INSTITUTIONS

Les déprédations contre les écoles, les bus, les trains,... et les agressions contre les enseignants, les conducteurs, les contrôleurs,... alimentent les conflits sociaux et les colonnes des médias.

Ce qui s'exprimerait, disent les experts des sciences sociales, serait la rage que vivent les jeunes des quartiers de relégation : la mythologie de nos sociétés est celle de l'égalité ; chacun a des chances égales, et peut progresser. Sans doute à une époque de progrès généralisés, lorsque des générations entières pouvaient raisonnablement espérer atteindre une situation meilleure que la génération précédente, la mythologie pouvait-elle fonctionner à plein, même s'il y a toujours eu des oubliés. Aujourd'hui, les réalités sont plus dures : les jeunes des quartiers de relégation ne sont pas dupes, on leur fait miroiter une égalité inaccessible.

Vu de ces quartiers, le discours de l'égalité recouvre de graves inégalités : c'est une trahison vécue au quotidien. On peut toujours moraliser sur le fait que le décrochage scolaire est une mauvaise réponse, qui ne contribue pas à faciliter les choses, il n'empêche, le sentiment vécu est celui de l'impasse. Dans un monde individualiste, on voudrait bien pouvoir consommer comme tout le monde, mais on sait bien que ce n'est pas possible. A la marge de cette frustration largement partagée dans bien des écoles peuvent se développer des comportements authentiquement délinquants, qui viseront plus les biens que les personnes, ou qui chercheront à se faire du pognon de manière alternative. Le scientifique dira : « *les valeurs de ces personnes sont les valeurs que la société trouve légitimes ; ne sont illégitimes que les moyens utilisés pour y accéder* »².

Ajoutons-y un vécu quotidien du mépris, du racisme, et de l'impossibilité d'exprimer sa colère, et on aura retracé le parcours du jeune qui a en lui la haine, bien plus que la révolte. La violence peut alors s'exprimer à partir de tout incident, de manière incontrôlée, et souvent disproportionnée.



L'ÉMEUTE

De temps en temps, la somme des rages individuelles explose en émeutes. Le plus souvent après une bavure policière : un fait délictueux, une course-poursuite, des échanges de tirs, un jeune tué. Il peut y avoir pas mal de casse pendant une nuit, parfois deux, mais à bien examiner, il y a quand même moins de casse que ce qu'on croit parfois : l'essentiel des dégâts est orienté vers des cibles sélectives, symboles de l'autorité (les voitures de police !) ou de la consommation (les magasins).

Ce n'est pas un moment très amusant. Mais toutes les analyses ne sont pas pessimistes à l'égard de ce phénomène³. Il y a violence parce qu'il y a un conflit qui ne trouve pas d'autres canaux d'expression. Il n'y a pas vraiment d'acteur collectif qui formule un

objectif et des revendications concrètes, et qui se structure pour porter le conflit dans la durée, un peu comme les organisations du mouvement ouvrier ont pu le faire autour des enjeux de la société industrielle. L'événement que constitue l'émeute, et beaucoup d'expressions spontanées qui se donnent à entendre à ce moment, donne l'impression que des attentes existent. Mais que des médiations sont nécessaires : il faut donner des occasions de se réunir pour s'exprimer, formuler des désirs, négocier ce qu'il peut être réaliste de ... négocier ensuite avec les autorités. Il y a là une place que seules des associations peuvent occuper. Les autorités ont le devoir d'encourager cette structuration, en aidant des associations dont la mission sera ... de les contester ! Mais cette contestation-même contribuera à constituer un acteur collectif avec lequel négocier, plutôt qu'un émeutier incontrôlable, avec lequel il n'y a en définitive rien à discuter.



SYNTHÈSE

En synthèse de cette première approche, la conviction est qu'il faut tout à la fois de la police assumant l'action répressive, des autorités publiques investissant visiblement dans les quartiers laissés à l'abandon, et des associations médiatisant et structurant des acteurs collectifs. Bel espace pour un partenariat, rempli de coopérations et de conflits. En quelque sorte, il faut à l'autorité publique le courage d'entendre le message : « *aidez les associations à construire les instruments qui vous contesteront* ». On peut comprendre qu'une telle complexité ne soit pas facile à assimiler. Pour le moment, la demande d'une fraction de l'opinion publique est de plus d'efficacité policière, et globalement, on est prêt à la lui offrir, en n'en veut pour preuve que toute l'agitation autour de la réforme des polices. Des signaux de réinvestissement urbain ont été donnés dans certains quartiers, même si ce n'est malheureusement pas partout, insuffisamment massif, très lent et souvent très décourageant tant les casses du neuf sont fréquentes. Ces signaux ont largement suivi les émeutes successives de la

décennie 90 en Région Bruxelloise. A se demander même si le meilleur service que les jeunes peuvent rendre à leur propre quartier n'est pas une bonne émeute : au moins assurent-ils ainsi l'arrivée d'une manne d'investissements dans les années qui suivent ! Pour le dernier volet, c'est moins clair : à la structuration d'un véritable acteur collectif, négociateur parce que contestataire, et donc à l'aide aux associations dérangeantes, on préfère souvent

la multiplication de structures para-communales d'activités et d'encadrement, d'ailleurs pas mauvaises en elles-mêmes. On loupe néanmoins par là quelque chose d'essentiel à la restauration du lien social, et donc à la qualité du vivre ensemble.

Pierre GEORIS

Notes

1. Semaine Sociale Wallonie-Bruxelles du Mouvement Ouvrier Chrétien. Organisation : FTU. Thème : « Travailler à l'être ensemble. L'aujourd'hui de l'intervenant social ».
2. K. Merton, 1957 (déjà! Et pourtant ça n'a pas vieilli.) Traduction française publiée en son temps chez Plon (Paris), sous le titre « Eléments de théorie et de méthode sociologique »
3. M. Wieviorka, « Violences en France », Seuil, Paris, 1999 : un compte-rendu de recherche qui témoigne de ce que la sociologie peut produire de meilleur.



**AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,
SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE**